

Agriculture, Alimentation et Urgence climatique

Propositions du Groupe de travail « Urgence climatique » du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse

Version présentée au Conseil de Développement le jeudi 23 mai 2019

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'agriculture et de l'alimentation sur le territoire de la CA3B

Fondamentalement dépendante du climat, l'agriculture sera sans doute le secteur économique le plus impacté par le réchauffement de notre planète :

- difficultés à irriguer les cultures liées aux modifications de la pluviométrie et aux pénuries d'eau,
- recrudescence des événements climatiques extrêmes, vagues de chaleur et inondations,
- modifications des rendements de certaines cultures, changements des zones géographiques les plus favorables à des cultures ou à des élevages spécifiques.

Collectivités territoriales et organisations professionnelles s'emparent aujourd'hui de la question de l'adaptation de l'activité agricole à ce changement majeur. La production d'énergies renouvelables sur les fermes fait, elle aussi, l'objet de nombreuses communications et plans d'accompagnement...

Mais, paradoxalement, alors que son empreinte carbone est documentée, la nécessaire contribution de ce secteur aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre semble cantonnée à des études prospectives globales, qui alimentent des débats d'initiés... mais peinent à trouver une traduction concrète. Ainsi sur notre territoire, le programme "Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte" (TEPosCV) établi en 2015 par CAP3B ne traite de la question agricole qu'à la marge par la mise en avant du réseau Étiktable.

Alors que le diagnostic du Plan Climat de la CA3B évalue à 27 % la part de l'agriculture dans les émissions de GES, il apparaissait inconcevable au groupe de travail sur l'urgence climatique de ne pas traiter ce sujet et formuler des propositions aussi précises que possible. En effet, les orientations et pistes d'actions du schéma stratégique agriculture et alimentation, auxquelles des membres du conseil de développement ont contribué par leur présence dans les ateliers participatifs, apparaissent comme un cadre favorable et large. La proposition du groupe "Urgence climatique" est de dégager des priorités et d'encourager à l'action immédiate pour répondre à l'urgence. Bref, sur cette question cruciale, « être ambitieux ou ne pas en parler ».

1. État des lieux

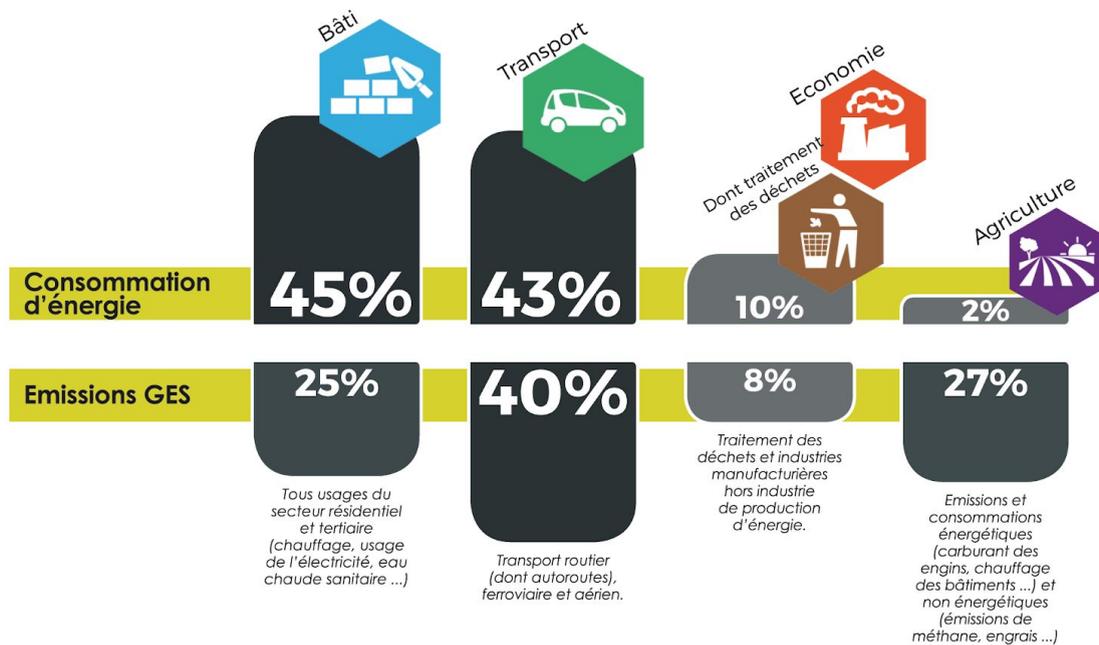


Figure 1 : répartition de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effets de serre du territoire de la CA3B par secteur en 2015

Source : Diagnostic Territorial Climat Air Énergie CA3B.

Avec 27% des émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture est le **2^e secteur émetteur sur le territoire de la CA3B.**

L'agriculture émet trois principaux GES : le protoxyde d'azote (N₂O), le méthane (CH₄) et le dioxyde de carbone (CO₂) :

- Environ la moitié de la contribution de l'agriculture au réchauffement climatique est dû au **protoxyde d'azote** (N₂O). Les émissions de N₂O résultent de réactions de nitrification et dénitrification en lien avec la fertilisation azotée et la gestion des déjections animales.
- La part du **méthane** (CH₄) est de l'ordre de 40 %. Ces émissions sont dues aux fermentations en condition anaérobie (absence de dioxygène) :
 - > fermentation entérique chez les ruminants,
 - > stockage de déjections,
 - > matière organique du sol.
- Les émissions restantes, dues au **dioxyde de carbone** (CO₂), sont d'origine énergétique : combustion d'énergie fossile pour faire fonctionner des moteurs ou chauffer des bâtiments (cf. figure 2).

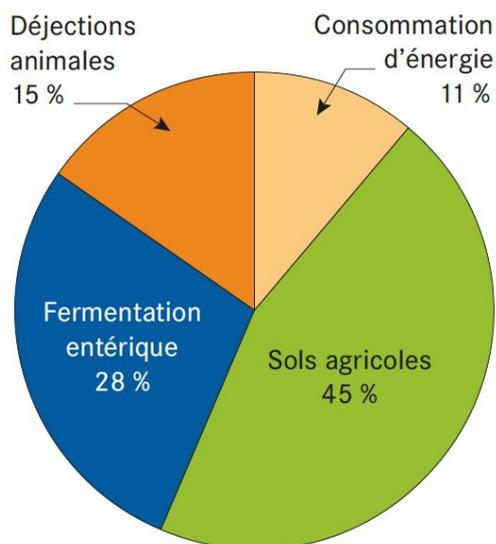


Figure 2 : Répartition des émissions françaises de GES d'origine agricole par poste d'émission en 2012.
Source : CITEPA, 2012.

Ces trois GES n'ont pas le même impact sur le réchauffement climatique, ni la même durée de vie dans l'atmosphère :

	Durée de vie dans l'atmosphère	Pouvoir de réchauffement global
CO ₂	100 ans	1 (par convention)
CH ₄	12 ans	25
N ₂ O	120 ans	298

Le CH₄ et le N₂O ont un pouvoir de réchauffement respectivement 25 fois et 298 fois supérieur à celui du CO₂. Source : CITEPA, 2012.

En France, le secteur agricole est responsable de 71% des émissions totales de CH₄ et de 89% des émissions totales de N₂O. Source : CITEPA, 2016.

2. Enjeux

Engager la décarbonation du secteur agricole et alimentaire impose d'avoir une vision globale et ainsi de prendre en considération les enjeux liés à la biodiversité, aux ressources naturelles et à la santé.

Pour parvenir à une diminution des GES de l'agriculture, il faut agir à la fois sur l'offre (l'agriculture) et sur la demande (l'alimentation) sans quoi il y a un important risque de découplage.

“ L'agriculture est une activité complexe, à l'interface de nombreux domaines (agronomie, pédologie, zoologie, écologie, économie, sociologie, etc.). Cette interdépendance oblige à penser l'agriculture de façon globale et intégrée et à ne pas focaliser les réflexions, notamment en termes de politiques et mesures, uniquement sous l'angle du carbone. En effet, l'agriculture intègre de nombreuses considérations écologiques (préservation de la biodiversité, des sols, de la ressource en eau) comme sociales-économiques (sécurité alimentaire, santé, emploi, tourisme) et le risque est grand de briser un équilibre déjà fragile.”

Source : Agriculture et gaz à effet de serre : état des lieux et perspectives, 2010, Fondation Nicolas Hulot et Réseau Action Climat.

Des scénarios d'évolution de l'agriculture à l'horizon 2050 pour répondre aux objectifs de réductions de son empreinte carbone sont établis au niveau européen ou français. S'ils se rejoignent sur la réduction du cheptel bovin et la diminution de la consommation de produits animaux, ces scénarios se distinguent néanmoins sur leur capacité à prendre en compte la globalité des enjeux liés à l'agriculture.

Les scénarios proposés dans le cadre de la stratégie de long terme de l'union européenne (EU LTS) et de l'étude *Net Zero 2050* de The European Climate Foundation (NZ2050) sont construits dans un objectif premier de décarbonation. Ils reposent sur une augmentation des rendements via l'intensification des systèmes agricoles. L'objectif est de libérer des surfaces afin soit de les boiser soit de les utiliser pour produire de la biomasse énergétique. Les impacts d'une telle évolution (réduction drastique des infrastructures agroécologiques et des prairies, usage accru des fertilisants,...) ne sont pas questionnés.

Les scénarios prospectifs de Solagro pour la France (AFTERRE 2050) et de l'IDDRI pour l'Europe (TYFA et TYFA GES) (voir encadré ci-dessus) ont choisi eux d'aborder conjointement la question alimentaire et l'extensification des systèmes de production animaux et végétaux. Les options prises permettent simultanément de réduire les émissions de GES (même si la neutralité carbone n'est pas atteinte dans tous les cas) et de prendre en compte les questions de biodiversité, de ressources naturels, de santé des agriculteurs et des consommateurs. Ces derniers scénarios semblent mieux correspondre à une prise en compte des enjeux multiples.

Plusieurs scénarios prospectifs (Vision ADEME 2050, Afterre 2050, IDDRI) mettent en avant des pistes pour réduire les émissions agricoles de GES de 25 à 30% à l'horizon 2030, et de 40 à 50% à l'horizon 2050 :

- Encourager l'agriculture biologique et sous signe de qualité,
- Réduire les cheptels bovins, porcins et de volailles,
- Diminuer la consommation de viande et de produits laitiers,
- Favoriser les systèmes d'élevage extensif, les animaux élevés à l'herbe,
- Augmenter l'autonomie des systèmes d'élevage pour réduire leur dépendance aux céréales et protéines importées,
- Réduire les pertes et le gaspillage alimentaire,
- Réduire la fertilisation azotée et généraliser les techniques agricoles limitant le travail du sol et le recours aux engrais de synthèse,
- Stopper l'artificialisation des terres,
- Améliorer la gestion des déjections animales.

Nos propositions s'inscrivent ainsi clairement dans la logique de ces derniers scénarios, en voici les quatre lignes de force :

- **Piste 1 : Alimentation** : s'engager vers une alimentation moins riche en viande et tournée vers les produits locaux bio et sous signe de qualité.
 - En s'appuyant sur la restauration collective.
 - En s'emparant de la question de l'installation des maraîchers.
- **Piste 2 : Diagnostics, prospectives et accompagnement au changement individuel et territorial** : mettre en mouvement l'ensemble des acteurs :
 - En réalisant sur notre territoire une étude prospective (type ATERRE ou TYFA) et un tableau de bord pour évaluer l'ensemble des actions entreprises et au fil du temps les progrès accomplis.
 - En proposant à chaque agriculteur/rice la réalisation d'un bilan d'émission GES sur sa ferme (comme cela s'est déjà fait avec ACSEL Conseil d'Élevage) et un accompagnement vers des pistes d'amélioration.
- **Piste 3 : Captage carbone** : maintenir et développer la **séquestration** du carbone dans les sols. Nos efforts se focaliseront sur les haies (450 kg de CO₂ par 100 m linéaire) et les prairies (2t de CO₂ par ha) constitutifs de nos paysages et parties intégrantes de systèmes agricoles basés sur la qualité des produits (notamment les AOP Comté, Volailles de Bresse et Beurre et crème de Bresse) et le plus souvent plus autonomes et économes.
- **Piste 4 : Gestion des effluents par une méthanisation responsable** : mettre ce nouveau type d'installation au service de la transition énergétique et de la diminution des émanations de CH₄ et NO₂ issus des effluents d'élevage.

Pourquoi circuit court ? Au-delà des gains carbone directs obtenus par la proximité et la réduction des transports, la relocalisation permet un lien étroit production consommation et ainsi "d'enrichir" les produits alimentaires de contenus positifs collectivement délibérés. Outre, par exemple, l'autonomie et l'économie des systèmes agricoles qui concourent à la réduction de la consommation d'énergie fossile et à la diminution de l'utilisation des intrants et donc de l'émission de N₂O, les choix en matière de préservation de la ressource en eau sur les zones de captage notamment, l'attention au bocage et aux prairies peuvent être portés par cet approvisionnement local.

3. Propositions

Les propositions prioritaires sont surlignées en jaune.

Piste 1 : Augmenter l'offre et la demande en produits locaux, issus de l'agriculture biologique ou sous signe de qualité :

1.1. Faire de la restauration collective un levier de changement et un débouché pour les productions locales :

- **Proposition n°1** : Orienter massivement l'**approvisionnement de la restauration collective** (scolaire et non scolaire) vers des produits locaux issus de l'agriculture biologique et/ou autres signes de qualité notamment dans un premier temps par le recensement des volumes nécessaires des différents produits d'approvisionnement pour la Restauration Hors Domicile (RHD) et les traduire en surfaces dédiées.

- **Proposition n°2** : Mettre en place dans les menus un **repas végétarien** ainsi qu'un repas avec **viande locale et bio** par semaine (animaux élevés à l'herbe) avec pour objectif de sensibiliser à une autre alimentation. Organiser (en concertation avec les éleveurs) une réflexion sur l'évolution nécessaire des filières animales s'inscrivant dans une diminution de la consommation de viande.

1.2. Faciliter l'installation de nouveaux maraîchers

- **Proposition n°3** : Soutenir le projet de **ferme-école de maraîchage biologique** dont l'objectif serait d'accompagner sur des espaces tests de futurs exploitant.e.s permettant de faire émerger un approvisionnement local en légumes plus conséquent (ceinture verte). Pour cela, mettre à disposition foncier, matériel et formation pour les futurs installés.

- **Proposition n°4** : Sensibiliser les collectivités locales à geler du foncier ayant une vocation vivrière locale.

Piste 2 : Diagnostics, prospectives et accompagnement au changement individuel et territorial pour une agriculture décarbonnée

- **Proposition n°5** : Réaliser des **bilans d'émission de GES** de toutes les fermes du territoire suivis d'**accompagnements**. Ce diagnostic doit être gratuit et suivi périodiquement avec les agriculteurs pour mesurer les évolutions.
- **Proposition n°6** : Mettre en place un tableau de bord de la transition agro-écologique sur le territoire s'inscrivant dans un schéma prospectif permettant le suivi et l'évaluation.

Piste 3 : Maintenir et développer les puits de carbone dans les agrosystèmes et dans l'utilisation des surfaces agricoles :

3.1 Haies :

- **Proposition n°7** : Poursuivre la Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC) liées aux haies « *RA_CAP4_HA01 : Entretien de haies* »
- **Proposition n°8** : Poursuivre et amplifier une dynamique de préservation et de **plantation d'arbres et de haies en zones agricoles** notamment par le soutien à des opérations collectives.
- **Proposition n°9** : Encourager les communes à favoriser les haies dans les documents d'urbanisme.

3.2 Prairies :

- **Proposition n°10** : Poursuivre la MAEC liées aux prairies « *RA_CAP5_SPE1 : Système polyculture-élevage "Dominante élevage" – Évolution* ».
- **Proposition n°11** : Encourager la transition des exploitations vers des systèmes d'élevage à l'herbe.

Piste 4 : Accompagner la filière agricole vers la production d'énergie renouvelable par la valorisation des déchets d'élevage :

- **Proposition 12 : Privilégier une méthanisation « responsable »**, véritable outil de la transition énergétique et agro-écologique, dont l'objectif devrait être de développer l'autonomie énergétique des exploitations agricoles et de diminuer l'impact en GES des effluents d'élevage, sans encourager une industrialisation supplémentaire des exploitations ni la mise en place de cultures non alimentaires spécifiques.